

Paris, le 24 mars 2016

Révision trimestrielle des évaluations risque pays Coface Un début d'année électrique

- **L'économie mondiale se « japonise » : la croissance mondiale reste faible malgré des politiques monétaires ultra expansionnistes**
- **L'excès de liquidité sur les marchés financiers renforce leur volatilité**
- **3 risques accrus : ralentissement chinois, prix du pétrole bas et accroissement du risque politique**
- **Compte tenu de ces évolutions, Coface révisé à la baisse 7 évaluations pays ce trimestre**

Un scénario mondial aux séquences incertaines

Même si ce début d'année voit une très légère reprise des émergents (croissance de 3,9% prévue en 2016 par Coface, après 3,4% en 2015 et 7,2% en 2010), la faible dynamique des pays avancés (1,7% en 2016) perturbe plus que jamais l'équilibre mondial. La croissance ne devrait pas dépasser 2,7% cette année.

Aux Etats-Unis, malgré une économie globalement saine, des vulnérabilités apparaissent : si le secteur des services se porte bien, tiré par un bon taux d'emplois et la consommation des ménages, l'industrie s'essouffle dans un contexte de dollar fort. Le Royaume-Uni subit l'incertitude quant à son avenir au sein de l'Union européenne, ce qui accroît la volatilité sur les marchés financiers et pèse sur les indices de confiance. La zone euro, elle, est portée par la demande intérieure, l'amélioration du marché de l'emploi et des conditions de crédits favorables. Mais la confiance des entreprises qui s'effrite contraint le rythme de croissance (1,6% en 2016), d'autant plus que la montée du risque politique s'étend : Grèce, Portugal, Espagne et Irlande.

De nombreuses menaces pèsent sur l'argument des prévisions Coface. En effet, aujourd'hui l'économie mondiale présente toutes les caractéristiques du Japon : croissance faible malgré des politiques monétaires ultra expansionnistes, volatilité des marchés financiers et absence de pression inflationniste.

L'économie japonaise inquiète d'ailleurs par la faiblesse de la consommation. L'appréciation du yen en ce début d'année et l'inefficacité des mesures *Abenomics* ont conduit la Banque du Japon à adopter des taux d'intérêts négatifs. Après avoir mis son évaluation pays sous surveillance négative en janvier 2016, Coface la dégrade à **A2**.

De nombreux foyers de risque : tensions et incertitudes

- **Ralentissement chinois et prix du pétrole bas**

Même si la banque centrale chinoise baisse les taux de réserves obligatoires des banques pour soutenir une croissance prévue à 6,5% par Coface en 2016, le risque d'un ralentissement plus prononcé demeure. Egalement, la chute des prix du pétrole a plongé les pays exportateurs dans des difficultés d'ordre budgétaire : leurs déficits s'accroissent plus rapidement et l'activité du secteur des hydrocarbures subit des effets externes négatifs. Ces deux raisons expliquent plusieurs dégradations et mises sous surveillances négatives.

- ✓ La **Malaisie** (nouvelle évaluation **A3**) souffre des prix bas des matières premières mais également du scandale relatif au fond souverain 1MBD. La confiance des investisseurs est affectée dans un contexte de dette des ménages élevée et de faiblesse de la demande externe. Le risque politique grandissant s'y ajoute.
- ✓ Le **Sultanat d'Oman** (nouvelle évaluation **A4**) demeure une des économies les plus vulnérables aux prix bas du pétrole. Ses capacités de productions restent limitées à court terme et les revenus pétroliers (près de 85% des recettes publiques) se sont contractés de 36,3% en 2015.
- ✓ Les exportations du **Kazakhstan** (nouvelle évaluation **C**) à destination de la Chine sont ralenties et le pays souffre de la récession Russe et des prix bas du pétrole.
- ✓ **L'Arabie Saoudite** (évaluation **A4 mise sous surveillance négative**) voit son déficit public se creuser à mesure que les prix se maintiennent à un bas niveau et les indices de confiance des entreprises commencent à se détériorer.
- ✓ Jusque-là peu affecté, **le Koweït** (évaluation **A2 mise sous surveillance négative**) risque de connaître une détérioration de ses comptes publics et extérieurs en 2016.

- **Accroissement du risque politique**

La hausse de l'instabilité politique peut avoir un impact non négligeable sur des économies déjà touchées par le ralentissement mondial. En effet, elle est la suite logique de conditions économiques dégradées qui mécontentent les populations et fragilisent l'unité interne.

- ✓ **L'Arménie** rejoint la catégorie **D** qui regroupe les pays dont les entreprises sont confrontées à une probabilité de défaut très élevée. Ce pays pâtit de la récession russe (le nombre de travailleurs arméniens y a baissé de 5% en 2015). Mais elle subit aussi la frustration croissante de la population en raison de la corruption et des faibles performances économiques, ce qui participe à la détérioration de sa situation politique et sociale.

MODIFICATION DES ÉVALUATIONS COFACE RISQUE PAYS

PROBABILITÉ DE DÉFAUT DES ENTREPRISES

A1 : TRÈS FAIBLE
A2 : PEU ÉLEVÉE
A3 : NIVEAU SATISFAISANT
A4 : NIVEAU CONVENABLE
B : ASSEZ ÉLEVÉE
C : ÉLEVÉE
D : TRÈS ÉLEVÉE

↗ Pays sous surveillance positive
↘ Pays sous surveillance négative

DÉCLASSEMENTS, LEVÉE DE LA SURVEILLANCE POSITIVE, MISE SOUS SURVEILLANCE NÉGATIVE

Pays	Ancienne évaluation risque pays	Nouvelle évaluation risque pays
Arabie Saoudite	A4	A4 ↘
Arménie	C	D
Japon	A1 ↘	A2
Kazakhstan	B	C
Koweït	A2	A2 ↘
Malaisie	A2 ↘	A3
Oman	A3	A4

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de ~4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 340 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

